

613717-2026 - Konkurrencevilkår

Frankrig – Installation af videoanlæg – Rénovation du système de vidéoprotection sur le patrimoine de Côte d'Azur Habitat

OJ S 172/2026 07/09/2026

Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen

Tjenesteydelser - Bygge- og anlægsarbejder

1. Køber

1.1. Køber

Officielt navn: Côte d'Azur Habitat (OPH de Nice)

E-mail: mc.borderes@cotedazurhabitat.fr

Køberens retlige status: Offentligretligt organ

Den ordregivende myndigheds aktivitet: Boliger og offentlige faciliteter

2. Procedure

2.1. Procedure

Titel: Rénovation du système de vidéoprotection sur le patrimoine de Côte d'Azur Habitat

Beskrivelse: L'accord-cadre a pour objet des opérations de rénovation, d'extension ou de création de nouvelles installations en matière de vidéosurveillance au sein des résidences de Côte d'Azur Habitat. Les prestations susceptibles d'être commandées dans le cadre du présent marché pourront ainsi concerner : • Des sites audités dans le cadre des études préalablement réalisées ; • Des sites n'ayant fait l'objet d'aucun audit préalable ; • Des opérations ayant été étudiées par un bureau d'études tiers ; • Des opérations définies directement par les services de Côte d'Azur Habitat. La consultation est non allotie. La durée de l'accord-cadre est fixée à 12 mois, à compter de la date de prise d'effet mentionnée sur l'accusé réception de la notification de l'accord-cadre à bons de commande. La consultation suit la procédure formalisée d'appel d'offres, devant mener à la conclusion d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaire (2 titulaires maximum). A la survenance d'un besoin, le choix du titulaire chargé d'exécuter le bon de commande sera réalisé parmi les deux attributaires de l'accord-cadre, suivant la méthode dite « en cascade », décrite au CCAP.

Identifikator for proceduren: 4b3281f8-1ad9-4e09-8c34-b264bab6da2b

Intern ID: 2026 AOO Vidéosurveillance

Udbudsprocedure: Offentligt udbud

Proceduren er en hasteprocedure: nej

Hovedpunkterne i proceduren: Le présent accord-cadre à bons de commande est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application de l'article L.2124-2 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de Commande Publique et des articles R.2124-1 et R.2124-2, R.2161-2 à 5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique. Accord cadre à bons de commande conformément aux articles R.2162-1 à R.2162- 6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

2.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser

Supplerende kontrakttype: Bygge- og anlægsarbejder

Primær klassifikation (cpv): 51314000 Installation af videoanlæg

2.1.2. Udførelsessted

By: Alpes-Maritimes

Landsdel (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Land: Frankrig

Yderligere oplysninger: La valeur estimée de l'accord-cadre indiquée dans le présent avis est entendue annuellement, sur la base de l'addition des DQE 1, 2 et 3 : ce scénario annuel vaut notamment pour la rénovation et la centralisation de 10 sites du patrimoine de Côte d'Azur Habitat ; ce scénario est estimatif et non-contractuel. La valeur maximale de l'accord-cadre indiquée constitue le montant maximum annuel contractuel (150 00 € HT) envisagé sur la durée totale de l'accord-cadre (soit 4 ans, donc 600 000 € HT).

2.1.3. Værdi

Anslået værdi eksklusiv moms: 98 300,00 EUR

Rammeaftalens maksimumværdi: 600 000,00 EUR

2.1.4. Generelle oplysninger

Denne procedure vil blive relanceret

Yderligere oplysninger: Le pouvoir adjudicateur informe les candidats que le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est dématérialisé. Il ne pourra en aucun cas être remis sur support papier ou sur support physique électronique. Les candidats devront télécharger les documents dématérialisés du Dossier de Consultation des Entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence le cas échéant, via le profil acheteur : www.achatpublic.com Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, la personne publique invite les soumissionnaires à disposer des formats suivants pour faciliter le téléchargement : - Fichiers compressés au standard .zip - Adobe® Acrobat® .pdf - Rich Text Format .rtf - .doc ou .xls ou .ppt - Le cas échéant, le format DWF - ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png Lors du téléchargement du Dossier de Consultation des Entreprises, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, ou en cas de suppression de ladite adresse électronique. En cas de difficulté quant au téléchargement du Dossier de Consultation des Entreprises, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : ACHAT PUBLIC Antony parc 2 - 10 place du Général de Gaulle - BP 20156 - 92186 ANTONY cedex. Téléphone : 01 79 06 76 00. Mail : support@achatpublic.com

Retsgrundlag:

Direktiv 2014/24/EU

2.1.6. Udelukkelsesgrunde

Kilder til grundlag for udelukkelse: Bekendtgørelse

En situation, der svarer til konkurs i henhold til national ret: Voir motifs d'exclusion mentionnées au Règlement de la Consultation.

5. Delkontrakt

5.1. Delkontrakt: LOT-0001

Titel: Rénovation du système de vidéoprotection sur le patrimoine de Côte d'Azur Habitat
Beskrivelse: Rénovation du système de vidéoprotection sur le patrimoine de Côte d'Azur Habitat
Intern ID: Lot unique

5.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser
Supplerende kontrakttype: Bygge- og anlægsarbejder
Primær klassifikation (cpv): 51314000 Installation af videoanlæg

Valgmuligheder:

Beskrivelse af optioner: La durée de l'accord-cadre est fixée à 12 mois, à compter de la date de prise d'effet mentionnée sur l'accusé réception de la notification de l'accord-cadre à bons de commande. Il est reconductible 3 fois un an, par tacite reconduction à date anniversaire, sans que sa durée totale n'excède 4 ans.

5.1.2. Udførelsessted

By: Nice et autres communes des Alpes-Maritimes
Landsdel (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)
Land: Frankrig

5.1.3. Anslået varighed

Varighed: 12 Måneder

5.1.4. Fornyelse

Højeste antal fornyelser: 3

5.1.5. Værdi

Anslået værdi eksklusiv moms: 98 300,00 EUR
Rammeaftalens maksimumværdi: 600 000,00 EUR

5.1.6. Generelle oplysninger

Reserveret deltagelse:

Deltagelse uden forbehold.

Navnene på og de faglige kvalifikationer for det personale, der skal udføre kontrakten, skal angives: Krav til tilbud

Indkøbsprojekt, der ikke finansieres med EU-midler

Udbuddet er omfattet af aftalen om offentlige udbud (GPA): ja

Yderligere oplysninger: La valeur estimée de l'accord-cadre est entendue annuellement, sur la base du DQE annuel. La valeur maximale correspond au montant maximum contractuel annuel, entendu sur la durée totale de l'accord-cadre, soit 4 ans. Dans le cadre de la multi-attribution les candidats ayant présenté l'offre respectivement classée 1e ou 2e seront retenus comme attributaires.

5.1.9. Udvælgelseskriterier

Kilder til udvælgelseskriterier: Bekendtgørelse

Kriterium: Tilmelding i et relevant professionelt register

Beskrivelse af udvælgelseskriterium: 1. Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession : 1)

Déclaration sur l'honneur (modèle recommandé : déclaration jointe au présent Règlement de Consultation, datée et signée, ou formulaire DC1 joint au dossier de consultation, ou équivalent) : (Article R.2143-3 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 relatif aux

marchés publics - Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique susvisée et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.) 2) Lettre de candidature (DC1 dans sa dernière version en vigueur, ou équivalent) (en cas de candidature en groupement, cette lettre est commune) ; 3) En cas de sous-traitant, une déclaration de sous-traitance (modèle recommandé : formulaire DC4 joint au dossier de consultation) : les noms des sous-traitants susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, ainsi que la nature et le volume sous-traité doivent être précisés.

Kriterium: Andre økonomiske eller finansielle krav

Beskrivelse af udvælgelseskriterium: 2. Capacité économique et financière (formulaire DC2 ou équivalent) 1) Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois dernières années. 2) La preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents. Conformément à l'article 2-II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur. En outre, une société créée récemment peut, pour justifier de ses capacités financières, demander que soient également prises en compte les capacités financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui existent entre elle et ces opérateurs (sous-traitant, filiale, société mère, entreprise tierce...). La société candidate doit alors justifier des capacités financières des opérateurs sur lesquels elle compte s'appuyer, en produisant les mêmes renseignements ou documents que ceux exigés d'elle et apporter la preuve qu'elle en disposera pour toute l'exécution de l'accord-cadre.

Kriterium: Referencer på specificerede tjenester

Beskrivelse af udvælgelseskriterium: 3. Capacité technique et professionnelle 1) Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les prestations les plus représentatives. (Article 3-I 1° de l'arrêté du 22 mars 2019). Ces attestations indiquent le montant, la date, le destinataire public ou privé, le lieu d'exécution des prestations et précisent si elles ont été effectuées selon les règles de l'art et menées régulièrement à bonne fin ; 2) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (tableau fourni en annexe au présent RC ou équivalent) ; 3) Certificats de qualifications professionnelles : Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser les prestations de service pour lesquelles il se porte candidat (comme des certifications ISO Qualité, Environnement et/ou Sécurité). - A ce titre, le candidat devra produire l'habilitation électrique B1V et/ou B2V ou équivalent. Cette habilitation sera à jour et correspondra à(aux) l'(les) intervenant(s) nommément désigné(s). i. Ladite habilitation devra être détenue par le candidat unique, ou le membre du groupement candidat en charge de la prestation. ii. Si le candidat ou groupement candidat s'appuie sur un sous-traitant, ladite habilitation devra être livrée en appui de la Déclaration de sous-traitance (Confer article Sous-traitance). (Article 3-I 12° de l'arrêté du 22 mars 2019 - Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve ainsi

que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.) NB : Pour les entreprises dont la création est récente, et qui sont dans l'impossibilité objective de produire certains de ces renseignements, le pouvoir adjudicateur admet que celles-ci justifient de leurs références professionnelles par tout autre moyen. Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces visées ci-dessus relatives à cet intervenant. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du présent accord-cadre à bons de commande. Précision : Les candidats veilleront à utiliser le cas échéant les dernières versions des formulaires DC1, DC2 et DC4 lesquelles sont disponibles au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> et dans le présent dossier de consultation. DUME Les pièces listées ci-dessus peuvent être remplacées par le DUME prévu par le règlement d'exécution n° 2016/7 de la Commission européenne du 5 janvier 2016, sous réserve que les éléments indiqués dans ce document comportent l'ensemble des informations requises au titre de la consultation. Un candidat qui participe à titre individuel, mais qui recourt aux capacités d'un ou de plusieurs autres opérateurs économiques, doit veiller à ce que le pouvoir adjudicateur reçoive à la fois son DUME et un DUME distinct contenant les informations pertinentes pour chacun des opérateurs auxquels il fait appel (à savoir : les informations demandées dans les sections A et B de la partie II et la partie III, dûment remplies et signées par les opérateurs concernés. Dans la mesure où cela est pertinent, également les parties IV et V au regard des capacités auxquelles l'opérateur économique a recours). En cas de candidature sous forme de groupement momentané d'entreprises, un DUME distinct indiquant les informations requises au titre des parties II à V doit être remis pour chacun des opérateurs économiques participants. Si le candidat s'appuie sur un ou des sous-traitants pour faire acte de candidature, il renseigne la partie II-C du DUME et fournit pour chaque sous-traitant un formulaire DUME distinct par le sous-traitant et contenant les informations des sections A et B de la partie II ainsi que celles de la partie III et le cas échéant les parties IV et V. Si le candidat ne s'appuie pas sur de la sous-traitance pour faire acte de candidature mais qu'il a l'intention de sous-traiter une part de l'accord-cadre, il renseigne la partie II-D du DUME et fournit les informations figurant dans les parties II-A et B et III pour chacun de ces sous-traitants. Le DUME devra être rédigé en langue française par les opérateurs économiques.

5.1.10. Tildelingskriterier

Kriterium:

Type: Pris

Beskrivelse: Le prix de l'offre sera évalué pour 40 % (40 points/100) de la note totale. Le prix sera apprécié sur une période de 1 an, par application de l'ensemble des prix unitaires portés au B.P.U 1, 2 et 3., multipliés par les quantités estimatives non contractuelles (DQE 1,2 et 3)

Kategori for tildelingskriteriet vægt: Vægtning (procentdel, præcis)

Tildelingskriterium talværdi: 40

Kriterium:

Type: Kvalitet

Beskrivelse: La note concernant la valeur technique de l'offre sera évaluée pour 55% (55 points/100) de la note totale au vu du contenu du Mémoire technique fourni par le candidat à l'appui de son offre et faisant apparaître : 1) Expertise technique et expérience (/10) 2)

Méthodologie et organisation des prestations (/15) 3) Qualité des équipements proposés (/10)

4) Sécurisation des flux et des données (/15) 5) Qualité des documents rendus (/5)

Kategori for tildelingskriteriet vægt: Vægtning (procentdel, præcis)

Tildelingskriterium talværdi: 55

Kriterium:

Type: Kvalitet

Beskrivelse: La note concernant la valeur environnementale de l'offre sera évaluée pour 5% (5 points/100) de la note totale au vu du contenu de la Note environnementale fournie par le candidat à l'appui de son offre, au regard des attendus du Cahier des Clauses Particulières (C.C.A.P.), pour réduire l'impact environnemental de ses prestations, et faisant apparaître : 1) Réparabilité et durabilité des matériels (/2) 2) Impact environnemental (/2) 3) Santé et sécurité au travail (/1)

Kategori for tildelingskriteriet vægt: Vægtning (procentdel, præcis)

Tildelingskriterium talværdi: 5

5.1.11. Tilbudsdokumenter

Sprog, som udbudsdokumenterne er officielt tilgængelige på: fransk

Frist for anmodning om yderligere oplysninger: 28/09/2026 12:00:00 (UTC+02:00)

østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid

Adresse på udbudsdokumenterne: https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_tjo_aTe66b

5.1.12. Tilbudsvilkår**Vilkår for indgivelse:**

Elektronisk indgivelse: Påkrævet

Indgivelsesadresse: https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2026_tjo_aTe66b

Sprog, som tilbud og ansøgninger om deltagelse kan indgives på: fransk

Elektronisk katalog: Ikke tilladt

Alternative tilbud: Ikke tilladt

Frist for modtagelse af tilbud: 08/10/2026 12:00:00 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid

Varighed, hvor tilbuddet skal forblive gyldigt: 180 Døgn

Betingelser for kontraktens udførelse:

Udførelsen af kontrakten skal ske inden for rammerne af programmer for beskyttet beskæftigelse: Nej

Elektronisk fakturering: Påkrævet

Der vil blive anvendt elektronisk bestilling: ja

Der vil blive anvendt elektronisk betaling: ja

5.1.15. Teknikker**Rammeaftale:**

Rammeaftale uden fornyet iværksættelse af konkurrence

Det maksimale antal deltagere: 2

Oplysninger om det dynamiske indkøbssystem:

Intet dynamisk indkøbssystem

5.1.16. Yderligere oplysninger, mægling og gennemgang

Organisation med ansvar for klager: Tribunal Administratif de Nice

Oplysninger om klagefrister: Renseignements administratifs et techniques Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 10 jours avant la date de remise des offres, une demande directement sur la plateforme de dématérialisation dans les conditions suivantes : à partir de l'onglet "questions / réponses". Chaque demande de renseignements complémentaires fera l'objet d'une réponse écrite envoyée via le profil acheteur (www.achatpublic.com).

achatpublic.com) choisi par CAH à l'ensemble des entreprises ayant retiré le dossier de consultation. Concernant les informations relatives à la remise des offres dématérialisées, il convient de se reporter à l'article du présent document qui y est relatif. Une fois votre question réceptionnée et étudiée par les services compétents, une réponse sera adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier, dans les conditions définies par le présent document.

9.2. Voies de recours Organe chargé des procédures de recours Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Nice - Service des Greffes Adresse : 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1 Téléphone : 04 89 97 86 00 - Courriel : greffe.ta-nice@juradm.fr URL : <http://nice.tribunal-administratif.fr> Introduction des recours A exercer avant la signature du contrat - Un référé précontractuel (articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative). Le juge du référé précontractuel du Tribunal administratif de Nice dont l'adresse est mentionnée à l'article 8 du présent règlement de consultation peut être saisi jusqu'à la signature du contrat. A exercer après la signature du contrat - Un référé contractuel devant le Tribunal administratif de Nice (articles L. 551-13 et suivants et R. 551-7 et suivants du Code de justice administrative). Il peut être exercé dans un délai de : • 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat ; • 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée. - Un recours de plein contentieux en contestation de validité contractuelle devant le Tribunal administratif de Nice, issu de la jurisprudence « Département de Tarn et Garonne » (CE, 4 avril 2014, n°358994). Le recours doit être exercé dans un délai de deux mois « à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées ». Cette condition de publicité peut être remplie « notamment au moyen d'un avis mentionnant à la fois la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi ». Pour les marchés/accords-cadres passés selon une procédure formalisée, la publication d'un avis d'attribution au JOUE suffit pour déclencher ce délai. En procédure adaptée, l'acheteur doit adapter sa publicité à l'objet et au montant du contrat. A exercer en cas de déclaration sans suite ou infructueuse de la procédure - Un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif de Nice, dirigé contre la décision d'abandonner la procédure en la déclarant infructueuse ou sans suite. Le délai est de deux mois à compter de la publication ou notification de la décision.

Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren: Côte d'Azur Habitat (OPH de Nice)

Organisation, der sikrer adgang til udbudsdokumenterne offline: Côte d'Azur Habitat (OPH de Nice)

Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne: Tribunal Administratif de Nice

Organisation, der modtager ansøgninger om deltagelse: Côte d'Azur Habitat (OPH de Nice)

Organisation, der behandler tilbud: Côte d'Azur Habitat (OPH de Nice)

8. Organisationer

8.1. ORG-0001

Officielt navn: Côte d'Azur Habitat (OPH de Nice)
Registreringsnummer: 49271391200011
Postadresse: 53, boulevard René Cassin
By: Nice
Postnummer: 06200
Landsdel (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)
Land: Frankrig
Enhed: Mme BORDERES Marie-Chantal - Acheteur Public

E-mail: mc.borderes@cotedazurhabitat.fr

Telefon: +33 493187502

Adresse til udveksling af oplysninger (URL) (eDelivery-Gateway): https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2026_tjo_aTe66b

Køberprofil: <https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/index.jsp>

Denne organisations roller:

Køber

Organisation, der leverer supplerende oplysninger om udbudsproceduren

Organisation, der sikrer adgang til udbudsdokumenterne offline

Organisation, der modtager ansøgninger om deltagelse

Organisation, der behandler tilbud

8.1. ORG-0002

Officielt navn: Tribunal Administratif de Nice

Registreringsnummer: 17060005000026

Postadresse: 18, avenue des Fleurs

By: NICE

Postnummer: 06050

Landsdel (NUTS): Alpes-Maritimes (FRL03)

Land: Frankrig

E-mail: greffe.tanice@juradm.fr

Telefon: +33 489978600

Denne organisations roller:

Organisation med ansvar for klager

Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne

Oplysninger om bekendtgørelsen

Bekendtgørelsens ID: 4ce5b755-0747-4248-9174-6e8b6167e7eb - 01

Formulartype: Konkurrencevilkår

Bekendtgørelsestype: Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen

Bekendtgørelsesundertype: 16

Afsendelsesdato for bekendtgørelsen: 04/09/2026 10:12:05 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid

Bekendtgørelsens officielle sprog: fransk

Bekendtgørelsesnummer: 613717-2026

EUT-S-nummer: 172/2026

Offentliggørelsesdato: 07/09/2026